

Ne laissez pas l'Albanie se suicider

par *Ismail Kadaré*

QUAND l'Albanie, pays doté d'une dictature stalinienne par excellence, renversa le communisme sans violences ni effusion de sang, ce fut une surprise pour beaucoup, au premier chef pour les Albanais eux-mêmes. Pendant quarante-cinq ans, deux générations avaient été élevées dans l'idée que le pays ne pourrait désormais exister que comme pays communiste. Si, d'aventure, le communisme venait à y être ébranlé, il ne saurait y avoir, pensait-on, qu'une issue fatale : l'Albanie serait démembrée ou bien gommée de la surface du globe. A l'ancien slogan romantique à l'honneur dans les Balkans au XIX^e siècle : « *La liberté ou la mort !* » s'en était substitué un autre : « *Le communisme ou la mort !* »

Ce scénario sinistre ne s'est pas vérifié lors de la chute du régime, en 1990-1991. Ce fut une grande victoire pour le peuple albanais, une preuve de son niveau de civilisation. Les suites de cette victoire ne se sont pas fait attendre : l'Albanie démo-

cratique s'est mise à marcher tant bien que mal.

Malheureusement, ce cours naturel des événements n'a pas tardé à se dégrader. Au début supportable, la tension entre la droite au pouvoir et la gauche qui l'avait perdu s'est peu à peu exacerbée, jusqu'à déboucher sur une violence verbale inédite dans l'histoire de ce pays.

On aurait dit que les Albanais regrettaient que leur adieu au communisme se fût si bien déroulé, et qu'une soif d'affrontements s'emparait d'eux. Autrement dit, le sinistre scénario qui avait échoué à se produire à la chute du communisme tentait à présent de revenir au jour. Ce durcissement du langage entre l'opposition et le gouvernement, la rupture du dialogue, des contacts, ont suscité un ensauvagement de la société entière.

*Lire la suite page 12
nos informations page 4
et l'éditorial page 13*

Ismail Kadaré est écrivain.

Juliette à Hollywood



JULIETTE BINOCHÉ

GODARD l'a découverte, Hollywood la salue. Pour son personnage d'Hana dans *Le Patient anglais*, mercredi sur les écrans, l'actrice française a été nommée pour l'Oscar du meilleur deuxième rôle. La version remaniée de *La Guerre des Étoiles*, de George Lucas, et *Fred*, de Pierre Jolivet sont les principales autres sorties de la semaine.

Lire pages 24 à 26

International	2	Jeux	23
France	6	Météorologie	23
Société	8	Culture	24
Carnet	9	Guide culturel	26
Régions	10	Communication	27
Horizons	11	Annonces classées	28
Entreprises	14	Abonnements	29
Finances/marchés	18	Radio-Télévision	29
Aujourd'hui	20	Kiosque	30

La rébellion armée gagne désormais le nord de l'Albanie

Le mouvement d'insurrection échappe à tout contrôle

Le président, Sali Berisha, et les partis d'opposition ont nommé, mardi 11 mars, un premier ministre de la « *réconciliation nationale* », mais le

chaos continue de s'étendre en Albanie. Dans le Sud, les mouvements insurrectionnels ont rejeté catégoriquement l'idée de déposer les armes

tant que le chef de l'Etat reste au pouvoir ; dans le Nord, des civils se sont emparés pour la première fois d'un dépôt d'armes.

TIRANA

de notre envoyé spécial

Les derniers troubles, qui touchent dorénavant le nord de l'Albanie, pourraient signifier un tournant dans la révolte, quelle que soit la motivation des insurgés. S'ils sont des opposants du président, celui-ci devient parfaitement isolé ; s'ils sont ses partisans nordistes traditionnels, le pays pourrait alors basculer dans la guerre civile.

Dans les villes de Bajram Curri et de Kukës, dans l'extrême nord du pays, au bord de la frontière avec la Serbie, des émeutiers se sont emparés d'armes dans des dépôts militaires. Ces montagnes, très difficiles d'accès, sont le fief de Sali Berisha, originaire d'un village de la région. « Il semble que les gens voulaient juste être armés. Ils sont allés à la caserne et ont pillé armes et munitions, sans rencontrer de résistance », a indiqué un porte-parole gouvernemental.

Dans le Sud, entièrement contrôlé par les insurgés, les pillages se sont poursuivis, tandis que des villes d'Albanie centrale se joignent au mouvement insurrectionnel. A Vlora, les troubles ont fait une nouvelle victime, ce qui porte le nombre de tués connus à une quarantaine depuis l'éclatement de la rébellion sudiste. A la frontière grecque, des hommes masqués ont pris le contrôle d'un point de passage et rackettent les Albanais qui souhaitent traverser. Ils ont abattu un homme qui refusait de leur donner son argent. Trois casernes auraient également été pillées près de Gramsh, et une extrême tension régnait à Elbasan, dernière étape avant la capitale albanaise.

L'armée et la police secrète se sont repliées à 50 kilomètres au sud-est et à 70 kilomètres au sud-ouest de la capitale. Des unités militaires, dont un régiment de chars d'assaut, se sont positionnées le

long du fleuve Shkumbin, tandis que le Parti démocratique (PDA) de M. Berisha continuait d'armer ses partisans autour de Tirana, notamment à Kavaja, désormais la dernière ville sous contrôle gouvernemental au sud de la capitale. Par ailleurs, des témoins ont aperçu des camions transportant des militaires du Nord albanais et de la province serbe du Kosovo, considérés

« pyramides financières ») et l'organisation d'élections parlementaires démocratiques, promises pour le mois de juin. Ils ne font pas plus confiance à l'opposition qu'au pouvoir, et n'apparaissent pas comme des fidèles partisans du Parti socialiste.

« Je suis très inquiet, affirme Blendi Jonxha, le porte-parole de l'Alliance démocratique (opposition,

Un nouveau premier ministre issu de l'opposition

La nomination de Bashkim Fino, un économiste, membre du Parti socialiste (opposition), n'a pour l'instant eu aucun effet sur l'insurrection. M. Fino est un homme politique quasiment inconnu, présenté comme ayant été un « *maire remarquable* » de Gjirokastër, une ville rebelle du Sud, de 1992 à 1996.

Le pouvoir et l'opposition devaient poursuivre, mercredi, leurs négociations sur la composition d'un gouvernement de coalition, et tenter de s'entendre sur le problème crucial du ministère de l'Intérieur. Les socialistes exigent ce portefeuille, qui permet à la fois de contrôler la police, de désarmer les insurgés et de préparer les prochaines élections. De son côté, Sali Berisha ne paraît pas vouloir lâcher un ministère aussi important, et est accusé par l'opposition d'essayer de conserver les rênes du pouvoir. « Ce dialogue politique va dans le bon sens, commente un diplomate européen. Nous craignons toutefois qu'il se limite au microcosme tiranois. »

dans le Sud comme des hommes acquis à Sali Berisha ou comme des mercenaires généreusement rémunérés. La confusion demeure totale dans le pays, en dépit des efforts italiens d'entamer un dialogue avec les chefs des insurgés à Vlora. Les comités populaires de huit villes du Sud se sont rencontrés mardi à Gjirokastër et ont annoncé la création d'un « front national de salut du peuple », mais il est encore trop tôt pour savoir si cet organe pourra s'imposer.

Dans le Sud, les insurgés n'ont qu'une exigence : la démission de Sali Berisha. Ensuite, ils réclament un profond remaniement de la police secrète (SHIK), le remboursement de l'argent perdu avec la chute des sociétés d'épargne (les

centre-droit). L'opposition va accepter un drôle de compromis à cause des pressions extérieures, surtout américaines. Le ministre de l'Intérieur devrait être du Parti démocratique, avec un vice-ministre du Parti socialiste. Personne n'aura confiance en eux et ne rendra les armes. Quand les insurgés prendront connaissance de ce gouvernement zébré, ils vont croire que l'opposition les a trahis et vont rejeter le compromis. »

« ÉVITER UNE GUERRE »

L'opposition a accepté de travailler main dans la main avec Sali Berisha afin de résoudre la crise que traverse l'Albanie. Cette coalition *de facto* de la classe politique tiranoise ne paraît toutefois avoir au-

cune influence sur les insurgés, désormais surarmés et convaincus que l'armée n'ouvrira jamais le feu sur le peuple. « Nous pensions que Berisha restait l'unique institution pas trop illégale dans ce pays, et nous sommes farouchement déterminés à éviter une guerre, dit M. Jonxha. Le problème est que le pouvoir diffère les échéances et que les négociations s'éternisent. Et que nous ne sommes pas encore convaincus que Sali Berisha ne tente pas de nous tromper une nouvelle fois. »

Le problème nouveau et crucial est l'amorce de violences dans le Nord. « La seule certitude est que le peuple ne se soulèvera pas pour soutenir Berisha, y compris dans sa région, commente un intellectuel albanais. Il reste deux solutions. Soit les pilliers de la caserne sont des antigouvernementaux à l'image des sudistes, et Tirana risque de se retrouver isolée avec ses agents du SHIK à chaque coin de rue, encerclée par l'insurrection. Soit cette opération a été organisée par le SHIK et le Parti démocratique afin d'armer leurs partisans sans avoir à l'avouer officiellement, en travestissant cela en mouvement populaire, et Berisha joue véritablement avec le feu. »

L'Albanie s'enfoncé dans l'anarchie totale. Nul ne voit comment le prochain gouvernement, quelle que soit sa composition exacte, parviendrait à désarmer un peuple entier en train de se soulever. Le pouvoir central reste entre les seules mains de Sali Berisha et du chef du SHIK, le général Gazidede. Le problème est que ce pouvoir, en dépit des discussions entamées à la demande pressante des Occidentaux, semble toujours hésiter entre la recherche d'une solution pacifique et une logique d'affrontement armé.

Rémy Ourdan

Lire aussi notre éditorial page 13

Ne laissez pas l'Albanie se suicider

Suite de la première page

Partout, on a alors cherché prétextes à querelles. L'horloge de l'Albanie a donné l'impression d'en revenir aux années 1943-1944, quand communistes et nationalistes formaient deux camps qui s'entretuaient. Un demi-siècle plus tard, beaucoup pensaient que l'heure était venue de reprendre cette empoignade interrompue par les décennies de la dictature communiste.

Dans tout pays balkanique, mais plus spécialement chez les Albanais pour qui l'offense humaine revêt toujours des dimensions tragiques, la violence verbale risque fort de dégénérer en violence physique. La classe politique albanaise s'est laissée tout entière emporter par ce déchainement passionnel. Se sont trouvés effacés les principes et les doctrines qui sous-tendent les positions politiques, pour laisser la première place aux mobiles subjectifs, privés ou claniques.

Dans cet embrasement des esprits, le gouvernement albanais rêvait de venir à bout de l'opposition, et l'opposition faisait le rêve inverse : annihiler le gouvernement. Chacun des deux camps restait sourd à la voix de la raison, comme aux remarques d'esprits éclairés soulignant qu'une Albanie responsable ne pouvait être à cette image, mais devait associer un gouvernement responsable et une opposition responsable. La mise en cause de cet équilibre ne pouvait que déstabiliser le pays.

Malheureusement, ces avis ne furent pas entendus. L'ancien slogan, « *La liberté ou la mort !* » finit par l'emporter dans sa version léniniste : « *Ou vous, ou nous !* »

Comme toutes les nations sorties du communisme, l'Albanie a subi un traumatisme brutal. Au lieu que la place laissée vacante par la morale implacable et biaisée du communisme ait été occupée par une éthique d'un niveau supérieur, c'est l'inverse qui s'est produit : ce vide s'est trouvé comblé par l'amoralisme. Comme par réaction au dénuement, aux rigueurs et à l'idéalisme en trompe-l'œil du communisme, ont déferlé

La vérité sur les émeutes albanaises

par Mark Almond

L'ÉTAT d'urgence a été décrété en Albanie après deux mois de graves émeutes dues à la faillite des banques pyramidales. Les télévisions ont envahi ce pays des Balkans dévasté. Nombre de reportages, hélas ! appliquent la recette peu sûre et chère aux mauvais journalistes selon laquelle, quand on prend un événement en marche, le plus simple est d'écouter celui qui parle le plus fort. Comme le dit Mark Twain de Wilson Tête de mou, mieux vaut ne rien savoir que de savoir ce qu'il sait.

Car, contrairement à ce que disent les médias, ceux qui, en Albanie, se livrent à des actes de violence dans la rue, pillent les magasins, brandissent fièrement les kalachnikovs pris à l'adversaire, ne sont pas « le peuple », celui qui a renversé Ferdinand Marcos à Manille il y a dix ans, ou qui a fait à Prague en 1989 la « révolution de velours ». C'est une foule manipulée par l'in vraisemblable coalition des communistes irréductibles et de la mafia albanaise qui entretient des liens d'allégeance avec le crime organisé en Italie. Une coalition qui risque de plonger le pays dans la guerre civile. Si cela arrive, la faillite des sociétés financières spéculatives sera le dernier des soucis de l'Albanie.

Il est bien sûr facile, pour les « jet-journalistes » d'aujourd'hui, de considérer les mesures draconiennes prises après la proclamation de l'état d'urgence comme le début des hostilités. Personne n'aime que soit suspendu le droit de manifester. Mais les téléspectateurs attentifs, même s'ils ne connaissent

pas l'Albanie, ont vu dans la violence des insurgés et le désordre grandissant dans ce pays une chose à côté de laquelle les reporters sont, pour leur part, passés. D'une manière générale, c'est la police qui a reçu les coups. Elle a, il y a quelques jours, été chassée de la ville de Vlora, sur la côte adriatique, au sud du pays, à 80 kilomètres à peine à l'est de l'Italie.

Vlora est un lieu-clé des événements actuels. Certains médias ont projeté sur ce port de l'Adriatique la lumière romantique dont la génération des années 60 avait nimbé la sierra Maestra de Fidel Castro. Là est né un soulèvement populaire contre un gouvernement impopulaire. Mais, comme beaucoup de ceux qui se sont rendus à Vlora récemment, je dois mettre en question cette affirmation complaisante.

Après l'effondrement, en 1992, d'un régime stalinien impénitent, Vlora - comme le reste de l'Albanie - est entrée dans

Puis, l'autorité de l'Etat a brusquement cédé. L'ancienne police secrète a été écartée, et une bonne partie des policiers ordinaires ont été démis de leurs fonctions. Ce fut fondamentalement une bonne chose, étant donné le rôle qu'ils avaient joué, mais la disparition des hommes de main du communisme a conduit à tout et n'importe quoi.

Le président Sali Berisha et ses partisans paient aujourd'hui le prix de cet effondrement de l'autorité de l'Etat en Albanie. Dans les vides laissés par la disparition du totalitarisme se sont engouffrés toutes sortes de personnages douteux. L'ironie du sort a voulu que nombre d'entre eux soient d'anciens membres, licenciés, de la police secrète communiste, la Sigurimi.

Des fameuses sociétés financières frauduleuses jusqu'à la drogue et à la contrebande, tout a prospéré, tandis que la nouvelle démocratie cherchait ses marques en Albanie.

Une foule manipulée par l'in vraisemblable coalition des communistes irréductibles et de la mafia albanaise, qui entretient des liens d'allégeance avec le crime organisé en Italie

des eaux inconnues. Une société totalitaire oppressive réglait jusqu'alors la vie des citoyens, au point que les hommes n'étaient pas autorisés à porter la barbe malgré les difficultés du régime à fournir des lames de rasoir.

Après 1992, toute forme d'autorité de l'Etat a été décriée sans peine comme un retour au communisme, et toute espèce de réglementation condamnée comme rétrograde - même, hypocritement, par les commu-

nistes d'hier. Mais, au contraire de ce que prétendent, à gauche, ceux qui critiquent en Occident M. Berisha - certains d'entre eux ont notoirement adulé le régime stalinien albanais, même moribond -, le gouvernement actuel n'a pas affirmé suffisamment son autorité. La transformation du port de Vlora, devenu un havre pour contrebandiers, le montre.

L'automne dernier, enhardi par la réélection de son parti, le Parti démocratique, le gouvernement du président Berisha a soudain pris des mesures énergiques à l'encontre de la mafia de Vlora. Cent vedettes rapides servant aux trafics illicites dans l'Adriatique ont été saisies. La mafia n'a pas apprécié, et la faillite des sociétés financières frauduleuses a peut-être été l'étincelle dont elle avait besoin pour donner un semblant de légitimité populaire à son opposition à un gouvernement devenu gênant. La mafia a trouvé un allié a priori inattendu auprès des anciens dirigeants communistes albanais, dont le parti a été rebaptisé Parti socialiste. Mais le lien n'est pas aussi étrange qu'il y paraît, car beaucoup d'hommes de la mafia ont fait partie de la police secrète communiste.

L'intervention gouvernementale visant à empêcher que soient pratiqués les taux d'intérêt insensés offerts par le groupe Populli et par d'autres a mis le feu aux poudres. Les Albanais, dans leur ignorance, ont accusé le gouvernement de leur refuser la possibilité de s'enrichir rapidement. L'opposition, conduite par les socialistes, est allée dans leur sens.

Les émeutiers de Vlora se sont pris pour des Robin des bois : ils ont exigé que « l'argent soit rendu au peuple » et menacé M. Berisha de funérailles prématurées dans le cas où il ne rembourserait pas. Leur puissance de feu a été un facteur décisif, qui de la colère et de la déception de quelques épargnants a conduit à une situation quasi révolutionnaire.

Dans les vides laissés par la disparition du totalitarisme se sont engouffrés toutes sortes de personnages douteux

L'ordre constitutionnel ne serait pas plus menacé en Albanie qu'il ne l'a été aux Etats-Unis lors des émeutes de Los Angeles en 1992 si l'opposition n'avait pas soutenu ces manifestations violentes. Mais, à la différence de ceux des autres pays d'Europe de l'Est, les communistes albanais ont beaucoup de mal à renoncer à la tradition révolutionnaire.

Ce n'est qu'en août dernier que le Parti socialiste albanais a voté la suppression du marxisme dans son programme. Si l'Albanie a décidé plus tard qu'ailleurs (en 1991-1992) de renoncer au stalinisme, Marx n'en est pas moins resté longtemps le héros du parti. Les militants

socialistes que j'ai rencontrés n'approuvent pas l'éviction de Marx, et le congrès du parti n'a pris cette décision que pour faire bonne figure, après l'élection à son comité directeur d'une nette majorité néo-stalinienne. L'abandon des idoles du passé ne signifie pas que les mentalités ont changé aussi vite chez les ex-communistes albanais - et que, de staliniens, ils soient devenus pluralistes.

En Occident, on connaît évidemment mal l'Albanie. Mais les citoyens de ce pays savent qu'il y a déjà eu une autre Albanie. Elle se situait dans le Caucase, à peu près à l'emplacement de la Géorgie d'aujourd'hui. Ceux qui doutent qu'une alliance marxiste puisse prendre le pouvoir dans notre monde de l'après-guerre froide n'ont qu'à se souvenir de ce qui s'est passé là-bas, en 1991.

Helsinki Watch et Amnesty International avaient critiqué le nouveau gouvernement géorgien pour la cruauté avec laquelle il traitait les opposants dans le pays. Ceux-ci ont été libérés, ils ont pris les armes et se sont emparés du pouvoir. Ils appartenaient, en fait, à la mafia locale. Les organisations humanitaires et les gouvernements occidentaux devraient prendre garde que ce triste précédent ne se répète pas. Quand les émeutiers seront au pouvoir, alors les défenseurs des droits de l'homme auront sérieusement de quoi protester.

Mark Almond enseigne l'histoire des Balkans à Oxford. (Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize.)

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Telex : 206 806 F
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Naufrage d'un Etat européen

Un pays européen est en train de sombrer. Un petit pays isolé pendant des décennies du reste du monde par un régime communiste qui avait rompu même avec les « partis frères », soviétique d'abord, chinois ensuite. Un petit pays qui, après la chute du mur de Berlin, s'est, comme les autres « démocraties populaires », essayé au multipartisme et à l'économie de marché. L'Albanie s'enfonce dans le chaos. Les faibles structures de l'Etat n'ont pas résisté à la colère d'une population spoliée par l'effondrement des « pyramides financières », fragiles constructions spéculatives qui tenaient lieu de système bancaire. Dans le Sud, les armes saisies à des forces de l'ordre impuissantes ou complices ont été retournées contre les représentants du président de la République, Sali Berisha, un ancien communiste converti à la démocratie. Le Nord s'est armé à son tour, sans que l'on sache encore s'il s'agit de défendre le chef de l'Etat et son clan contre les « rebelles » sudistes ou simplement de rejoindre une jacquerie.

Le mouvement, commencé comme une manifestation d'épargnants attirés par des taux d'intérêt mirobolants et finalement grugés, risque de dégénérer en guerre civile. Sali Berisha, qui vient d'être réélu président par un Parlement désigné en mai 1996 dans des conditions douteuses, a réagi trop tard. Les concessions faites aux manifestants, puis à l'op-

position parlementaire, n'ont servi à rien. Pas plus que les appels à déposer les armes ou les promesses de clémence. La démission du gouvernement « démocrate », la nomination d'un premier ministre « socialiste » n'ont pas été plus utiles. Le départ de Sali Berisha, réclamé par les manifestants, serait sans doute insuffisant pour apaiser les esprits. Les insurgés semblent ne répondre à aucune consigne politique, n'avoir d'autre but que de laisser éclater leur révolte.

Les Européens observent, perplexes. L'Italie, en tant que voisine de l'Albanie et en tant qu'ancienne puissance coloniale, a proposé ses bons offices. Sans succès jusqu'à maintenant. La Grèce a bouclé sa frontière. Au-delà du sort des quelque dix millions d'habitants de l'Albanie, c'est de nouveau la stabilité dans les Balkans qui est en cause, alors que la Bosnie peine à retrouver la paix. Près de trois millions d'Albanais vivent en dehors des frontières de l'Albanie, dans des régions ou des Etats aussi fragiles que le Kosovo ou la Macédoine. Resteront-ils longtemps indifférents au désarroi de leurs compatriotes ?

La communauté internationale, qui a été impuissante à prévenir l'explosion en Albanie même, doit éviter la contagion, mais ne sait pas comment s'y prendre. L'épouvantail d'un embrasement de tous les Balkans a souvent été agité pendant la guerre en ex-Yougoslavie. Aujourd'hui, le risque est plus sérieux que jamais.

Le Monde
13.3.97

A Athènes, une première étape indispensable mais insuffisante

Le Monde
13.3.87

ATHÈNES

de notre correspondant

Quinze ans après sa mise en place à Athènes, le système de circulation alternée, bien qu'entré dans les mœurs, s'avère insuffisant face à la pollution atmosphérique, l'une des plus fortes d'Europe. En janvier, le maire de la capitale grecque, Léonidas Kouris, estimait que « *la mesure avait échoué car elle avait poussé les Athéniens à acheter une deuxième voiture, mais, ajouta-t-il, il n'est pas question de supprimer le système, qui, de toute manière, dépend du gouvernement* ».

Au ministère de l'environnement, on reconnaît que, si la mesure n'est pas idéale, elle est cependant indispensable. Les rares jours où la circulation est permise à tous les véhicules, la situation devient très vite intolérable. Selon le Centre de contrôle de la pollution d'Athènes, la circulation automobile est responsable pour plus de 50 % de la pollution de l'air. De 1976 à aujourd'hui, le parc automobile est passé de 200 000 véhicules à 1,5 million. Des efforts ont été faits pour améliorer les carburants et pour inciter les automobilistes à se débarrasser de leurs anciens véhicules.

Le gouvernement a lancé, en

1996, un plan pour ramener la pollution atmosphérique à des niveaux supportables d'ici à l'an 2000, quatre ans avant l'éventuelle organisation des Jeux olympiques. Outre la réduction de la circulation dans le centre, les mesures prévoient le renforcement du contrôle des gaz d'échappement, la construction de garages souterrains, de lignes de tramways et d'une voie ferrée reliant l'ouest au sud de l'Attique. Le gouvernement s'est aussi engagé à créer des espaces verts, qui manquent cruellement dans la capitale.

En avril 1994, le centre historique a été interdit aux voitures et aux deux-roues. Les réactions favorables ont incité les autorités à multiplier les zones piétonnes dans le centre. Mais le grand espoir, c'est le métro. La ville ne dispose, depuis le début du siècle, que d'une ligne unique de 26 kilomètres, qui relie le port du Pirée, au sud, à Kifissia, la banlieue résidentielle, au nord. Les pouvoirs publics ont lancé, en 1992, la construction de deux nouvelles lignes, de 18 kilomètres au total, qui devraient être ouvertes fin 1998. Les Athéniens en rêvent déjà.

Didier Kuntz